



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 15/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MONGIN

Le Mas des Landes
87170 Isle

Références : UiD872025-270
Code AIOT : 0006000885

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement MONGIN implanté 1 rue Louis Bleriot ZI du Mas des Landes 87170 Isle. L'inspection a été annoncée le 22/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site a été visité dans le cadre d'une action locale sur la rubrique 2560, pour des sites soumis à déclaration.

Outre le Code de l'environnement, le référentiel réglementaire utilisé lors de la visite est le suivant :

- Arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 : applicable au 1er janvier 2016.
- Arrêté du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 : applicable au 1er janvier 2016
- Règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables

à ces substances (REACH).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONGIN (ex FAURE Isle)
- 1 rue Louis Bleriot ZI du Mas des Landes 87170 Isle
- Code AIOT : 0006000885
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

MONGIN (anciennement FAURE Isle) est déclaré depuis 2002 sous les rubriques 2560 pour le travail mécanique des métaux et 2561 pour la production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement.

Le site produit des lames et couteaux industriels pour différents secteurs d'activité (agroalimentaire, pharmaceutique et cosmétique, emballage, isolation,...).

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- Contrôles périodiques (ICPE, incendie, électricité)
- Risque incendie
- Produits chimiques
- Rejets et déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Produits chimiques – fiches de données de sécurité et MMR	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.2.	Demande d'action corrective	15 jours
8	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.6.	Demande d'action corrective	3 mois
12	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 7.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I point 1.2	Sans objet
3	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 27/07/2015,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	électricité	article Annexe I – point 2.7	
6	Propreté	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.4.	Sans objet
9	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.4.4	Sans objet
10	Circuit de refroidissement	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.2.	Sans objet
11	Rejet eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.3.	Sans objet
13	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale, le site apparaît propre et bien tenu.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 concernant la rubrique 2560 sont globalement respectées, une action doit toutefois être menée sur le local de stockage des produits chimiques ainsi que concernant l'accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie et des éléments justificatifs aux constats établis sont également attendus par l'Inspection. Lors de la visite, il n'a pas été vérifié la conformité aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 concernant la rubrique 2561.

Au jour de la visite, il apparaît que l'activité de travail mécanique des métaux (rubrique 2560) est toujours supérieure au seuil de déclaration et l'activité de trempe (rubrique 2561) est toujours existante. Aucune autre activité n'est classable au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Il est attendu à l'issue de cette visite d'Inspection que l'exploitant procède aux contrôles périodiques ICPE prévus aux arrêtés ministériels sus-visé pour les rubriques 2560 et 2561.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I point 1.2
Thème(s) : Situation administrative, /
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.
Constats : Le site (FAURE Isle) est déclaré au titre de la rubrique 2560 (travail mécanique des métaux) et 2561 (trempe, recuit et revenu de métaux) depuis le 17/01/2002. L'exploitant précise que le changement de nom en 2014 pour devenir MONGIN est commercial et que le SIRET n'a pas changé. Une déclaration de changement d'exploitant n'est donc pas nécessaire.

Au jour de la visite, l'exploitant indique que les activités n'ont pas changé depuis 2002 (usinage de pièces par fraisage, tournage, rectification et trempe). Concernant la rubrique 2560, la facture d'électricité annuelle de 2024 justifiant d'une valeur de puissance souscrite de 525 kW a été présentée (supérieure au seuil de déclaration de 150 kW). Concernant la rubrique 2561, il n'y a pas de seuil de classement, la simple existence d'une production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages soumet le site à déclaration.

Le site relève donc toujours de la déclaration avec contrôle périodique pour les rubriques 2560 et 2561.

Les autres activités discutées avec l'exploitant et vues sur site ne sont pas classables au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58

Thème(s) : Autre, /

Prescription contrôlée :

Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L.512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R.512-59-1.

Ces arrêtés peuvent prévoir les conditions dans lesquelles l'obligation de contrôle périodique peut être aménagée pour les installations ayant une durée d'utilisation inférieure à six mois par an.

Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés mentionnés au premier alinéa, complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'aux articles R. 512-52 et R. 512-53.

Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.

Lorsqu'une installation relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement vient à être soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique, le premier contrôle a lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans.

Ce délai court soit à compter de la publication du décret modifiant la nomenclature si la modification de régime de classement de l'installation est due à une modification de la nomenclature, soit à compter de la date de la déclaration de l'exploitant si cette modification du régime de classement est due à une diminution de l'activité de l'installation.

Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation.

Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle périodique relatif à la rubrique 2560, ni à la rubrique 2561,

<p>n'ayant pas connaissance de sa classification au titre de la nomenclature des Installations classées.</p> <p>Pour rappel, la périodicité des contrôles périodiques est fixée à 5 ans (sauf pour les installations dont le système de management environnemental a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme accrédité pour lesquelles elle est de 10 ans).</p> <p>En cas de non-conformité majeure, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de 3 mois à réception du rapport de contrôle, transmettre à l'organisme agréé un échéancier des dispositions prises pour remédier aux non-conformités majeures ; • dans un délai de 1 an à réception du rapport de contrôle, transmettre à l'organisme agréé une demande écrite de réalisation d'un contrôle complémentaire ne portant que sur les dispositions ayant donné lieu à des non-conformités majeures ; • avoir remédié aux non-conformités majeures lors du contrôle complémentaire. <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant justifie auprès de l'Inspection de la programmation d'un contrôle périodique pour la rubrique 2560 et la rubrique 2561 par un organisme agréé (transmission d'un devis signé, bon de commande,...).</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p>
--

N° 3 : Contrôle périodique électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Constats :</p> <p>Le site réalise des contrôles périodiques de ses installations électriques.</p> <p>Le certificat Q18 en date du 23 avril 2025, certifiant de l'absence de risque d'incendie et d'explosion a été présenté. Une réserve est toutefois mentionnée sur ce rapport : une coupure totale électrique n'a pas été autorisée par l'exploitant lors du contrôle. L'exploitant devra prévoir cette coupure lors de la prochaine vérification périodique.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.5.
--

Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant ne maintient pas un état des stocks concernant les produits chimiques, ces derniers étant gérés comme des consommables. Peu de produits chimiques sont utilisés par le site, essentiellement des lubrifiants/ huiles pour les machines.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit formaliser un registre indiquant la nature et la quantité de ses produits dangereux. Le plan d'évacuation doit être complété avec les zones de stockage des produits chimiques
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Produits chimiques – fiches de données de sécurité et MMR

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Produits chimiques, /
Prescription contrôlée : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant indique qu'il dispose des fiches de données de sécurité (FDS), toutefois ces dernières ne sont ni revues régulièrement, ni directement accessibles aux collaborateurs. Les produits chimiques utilisés sur site ont été validés par la médecine du travail. La zone de stockages des produits chimiques a été vue lors de l'Inspection. Il a été relevé par l'Inspection que : <ul style="list-style-type: none"> • Les conditions de stockages sont inadaptées (absence de rétention, produits entassés, manque d'accessibilité dans le local) ; • La compatibilité des produits stockés n'a pas été vérifiée ; • Les affichages sont insuffisants : un affichage général est bien présent sur la porte du local et les produits chimiques sont correctement étiquetés. Toutefois les affichages aux murs dans le local ne reprennent que les noms des principaux produits et pas les risques associés à ces produits ; • Des bidons de produits chimiques sont présents à l'extérieur du local, correctement étiquetés mais stockés sans rétention. • La zone de stockage est correctement ventilée avec une porte grillagée ouverte sur

l'extérieur.
A titre indicatif, l'absence de cuvettes de rétention relève d'une non-conformité majeure dans le cadre du contrôle périodique ICPE sur les rubriques 2560 et 2561.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant revoit les conditions de stockage sur la zone de produit chimique (réentions adaptées, limiter l'entassement, facilitation de l'accès, affichage). Des éléments justifiant de cette mise en place (photographies par exemple) sont transmis à l'Inspection. L'exploitant met à disposition de ses collaborateurs et maintient à jour régulièrement les fiches de données de sécurité. Des éléments justifiant de cette mise en place (photographies par exemple) sont transmis à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 3.4.
Thème(s) : Autre, /
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
Constats : L'exploitant explique que des routines de nettoyages existent et que les collaborateurs sont en charge de leur secteur (tous les soirs, tous les vendredi et avant certaines périodes de congés) afin de maintenir les installations propres. Une réflexion est en cours sur l'acquisition d'une auto laveuse. Lors de la visite, il n'a pas été noté d'amas de matière et les abords des machines étaient propres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., [...] - des extincteurs [...] à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.[...]
Constats : Les moyens d'extinctions suivants sont disponibles sur site : <ul style="list-style-type: none"> Extincteurs, une vérification annuelle est réalisée, le rapport de vérification du 12/02/2025

<p>a été présenté.</p> <ul style="list-style-type: none"> RIA, une vérification annuelle est également réalisée, le rapport de vérification du 12/02/2025 a été présenté. Borne incendie, l'exploitant indique qu'une borne est présente à l'extérieur à proximité immédiate du site. L'Inspection précise qu'il appartient à l'exploitant de s'assurer auprès des services de la ville que cette borne est correctement alimentée (60 m³/h à 1 bar pendant 2 h). <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté que l'accès à plusieurs extincteurs était encombré.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant dégage l'accès aux extincteurs encombrés vus lors de la visite.</p> <p>L'exploitant veille à ce que les extincteurs, et plus généralement les moyens de lutte contre l'incendie, soient toujours accessibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 8 : Consignes de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.6.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 « incendie » et « atmosphères explosives » ; l'obligation du « permis de travaux » pour les parties de l'installation visées au point 4.3 ; les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, etc.) ; les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ; les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.11 ; l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>Les consignes de sécurité disponibles sur site sont incomplètes et ne sont pas affichées. A noter que ce point relève d'une autre non-conformité dans le cadre du contrôle périodique ICPE sur les rubriques 2560 et 2561.</p> <p>L'exploitant précise que le personnel est tutoré sur sa prise de poste et qu'il existe un livret</p>

<p>d'accueil avec notamment les consignes d'évacuation, toutefois ce livret doit être remis à jour. Également, un plan d'évacuation existe et le point de rassemblement est bien identifié.</p> <p>Concernant l'information de l'Inspection en cas d'accident, il est précisé à l'exploitant qu'à partir du 1^{er} janvier 2026, une télédéclaration devra être réalisée sur le site https://demarches.service-public.gouv.fr/.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter et afficher les consignes de sécurités telles que précisées à l'arrêté ministériel sus-visé, ainsi qu'à l'arrêté ministériel relatif à la rubrique 2561.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 2.4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'un système de désenfumage à déclenchement manuel et automatique existe.</p> <p>Le rapport de contrôle périodique du 12/02/2025 a été présenté, ce rapport fait apparaître des observations sur certaines trappes de désenfumages qui ont été corrigées en suivant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Circuit de refroidissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas de circuit de refroidissement ouvert.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Rejet eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, /</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les eaux pluviales non souillées sont évacuées par un réseau spécifique ou traitées (recyclage, infiltration, etc.) conformément aux dispositions du SDAGE ou SAGE, s'il existe. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les réseaux sont bien séparatifs. Il n'y a pas de rejets industriels aux réseaux de collecte, uniquement des rejets pluvial et sanitaire. Un séparateur d'hydrocarbure est présent sur site à proximité de la zone de stockages des déchets.</p> <p>Le plan des réseaux n'a pas été demandé lors de la visite, toutefois l'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'un plan à jour devra être présenté lors du contrôle périodique ICPE afin de vérifier cette séparation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Entreposage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 7.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est inscrit sur Trackdéchets et les bordereaux d'évacuation des déchets sont disponibles et ont été consultés par l'Inspection.</p> <p>L'exploitant indique que les déchets liquides sont évacués deux fois par an environ. Ces déchets sont stockés dans une cuve enterrée.</p> <p>Les déchets métalliques et les boues (pâte avec des poussières de métaux) sont stockés dans des bennes en extérieur, sur rétention et sous auvent. Les ruissellements issus de ces bennes sont repris et renvoyés vers la cuve enterrée.</p> <p>Interrogé sur l'étanchéité de la cuve enterrée, l'exploitant indique ne pas procéder à des vérifications. L'inspection précise que l'arrêté ministériel sus-visé à son article 2.10 mentionne : « Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés » et « L'étanchéité du ou des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment. ». Le premier point relève d'une non-conformité majeure dans le cadre du contrôle périodique ICPE sur les rubriques 2560, le second d'une autre non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie auprès de l'Inspection de la présence de jauge de niveau et d'un dispositif de limitation de remplissage pour la cuve enterrée ainsi que de l'étanchéité de cette cuve.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 6.3

Thème(s) : Risques chroniques, /

Prescription contrôlée :

Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.2.a est effectuée par un organisme agréé (prélèvements sous accréditation) selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les 3 ans. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Constats :

L'exploitant indique qu'il n'y a aucune cheminée de rejets atmosphériques sur site. Certaines machines (les plus récentes) sont fermées et disposent de filtres directement intégrés, les autres (les plus anciennes) ne sont pas couvertes et les émissions sont directement émises dans l'atelier. Des ventilateurs pour le renouvellement d'air sont présents. Ces éléments ont été vus lors de l'inspection.

Les principaux rejets sont des poussières et de la vapeur (mélange d'eau et de produits de lubrification).

L'exploitant indique qu'une campagne de mesure de la qualité de l'air ambiant de l'atelier avait été réalisée il y a quelques années et n'avait pas fait apparaître d'enjeu.

Au vu de la configuration des locaux et de l'absence de rejets canalisés, la réalisation de mesures des rejets atmosphérique ne semble pas pertinente puisque non représentative.

L'arrêté sus-visé mentionne toutefois : « En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. ». Ce point relève d'une autre non-conformité dans le cadre du contrôle périodique ICPE sur les rubriques 2560. **L'inspection invite donc l'exploitant à réfléchir à un argumentaire sur ce point, justifiant de l'absence de risque pour les collaborateurs et l'environnement qui pourra être présenté à l'organisme de contrôle le cas échéant.**

Type de suites proposées : Sans suite